

De la justification des transferts d'armes par l'Union soviétique

Franklyn J. C. Griffiths

Volume 8, numéro 4, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700819ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700819ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Griffiths, F. J. C. (1977). De la justification des transferts d'armes par l'Union soviétique. *Études internationales*, 8(4), 600–617.
<https://doi.org/10.7202/700819ar>

DE LA JUSTIFICATION DES TRANSFERTS D'ARMES PAR L'UNION SOVIÉTIQUE *

Franklyn J. C. GRIFFITHS **

Les transferts d'armes par l'URSS aux pays en voie de développement s'inscrivent dans le cadre d'opérations sélectives dont le caractère politique est inhérent. Les Soviétiques ne semblent pas s'adonner au commerce des armes et à l'aide militaire pour faire de l'argent ou créer de l'emploi même si les ventes d'armes peuvent s'avérer de plus en plus importantes au chapitre de la balance des paiements soviétiques. En dehors de l'approvisionnement et du réapprovisionnement de ses clients en guerre, les ventes d'armes soviétiques dans les pays en voie de développement sont relativement modestes et n'ont certainement pas l'ampleur à laquelle on pourrait s'attendre de la part d'une superpuissance. Cependant, les transferts d'armes soviétiques n'en renforcent pas moins les forces du mouvement plutôt que les forces de l'ordre dans les pays en voie de développement. Ces armes servent à faire pencher les régimes en place dans une direction favorable aux intérêts et aux conceptions de l'évolution historique prônée par l'Union soviétique. Elles aident à porter au pouvoir des régimes plus radicaux là où existait jadis un système social qui leur était opposé. À ce titre, les transferts d'armes soviétiques tendent à accroître l'instabilité et à influencer les livraisons d'armes des pays occidentaux.

Si l'on veut encourager le principe du changement pacifique et régler les ventes d'armes par des accords internationaux ou par des mesures parallèles de réduction unilatérale de la part des pays fournisseurs, il est évident qu'il faudra insérer les Soviétiques dans le dialogue. Mais, pour les impliquer dans cet effort de modération, il peut être utile de se faire d'abord une idée de la façon dont eux-mêmes pourraient soit justifier leur participation à ces dialogues soit, au contraire, la décision de s'en exclure. Que peut-on donc dire des justifications internes des transferts d'armes soviétiques aux pays en voie de développement au cours des dernières années ?

Bien que l'on connaisse fort peu de choses des justifications offertes pour les ventes d'armes individuelles de l'URSS, les documents écrits permettent de formuler certains commentaires sur la conception d'ensemble qui pourrait présider aux différents transferts. On peut examiner ce cadre en fonction de trois

* Texte présenté dans le cadre du VIII^e Congrès des relations internationales, organisé par le Centre québécois des relations internationales en septembre 1976.

** Professeur de science politique, Centre for Russian and East European Studies, Université de Toronto.

niveaux de généralisation : l'idéologie, les relations entre les transferts d'armes et la politique générale du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), et les perceptions déclarées de la situation existante. Nous nous préoccupons moins de ce que les Soviétiques pensent vraiment que de ce qu'ils peuvent dire pour influencer le déroulement de leur propre politique.

I – LA DIMENSION IDÉOLOGIQUE

On dit parfois que l'idéologie – un ensemble plus ou moins explicite d'idées sur la vie sociale et sur sa transformation telle qu'elle est énoncée dans les textes autorisés – est une considération dont l'importance diminue dans le comportement soviétique. En ce qui concerne les motivations individuelles, il ne fait aucun doute que l'idéologie semble avoir diminué en importance. Au plan des perceptions cependant, elle aide certainement à déterminer les objectifs sociaux globaux et elle confère une sorte de certitude que, quelles que soient ses fautes, l'URSS évolue dans la bonne direction historique. L'idéologie conserve une importance fondamentale au plan de la légitimation du système politique, plus précisément, pour consacrer la prédominance du parti. Mais en ce qui concerne notre thème particulier, l'idéologie joue également un rôle majeur dans les débats politiques. Dépendamment de la structure des textes idéologiques et de leur interprétation par la direction du PCUS, il peut être soit plus difficile, soit plus facile de justifier un choix politique particulier. D'une façon générale, l'idéologie semble favoriser une prise de position conservatrice face au système social opposé. Il est plus difficile de justifier des politiques de collaboration avec l'adversaire qu'une politique de lutte permanente. Quand on considère les transferts d'armes, on constate que, dans l'ensemble, les interprétations idéologiques dominantes les favorisent. Plus précisément, l'idéologie semble favoriser les institutions et individus qui ont intérêt à accentuer le commerce des armes.

Les ventes d'armes et l'aide militaire soviétiques au Tiers-Monde sont essentiellement une fonction des relations entre l'Union soviétique et les pays capitalistes ou impérialistes développés, les États-Unis, plus particulièrement. Deux auteurs soviétiques ont récemment identifié les besoins que remplissent les ventes d'armes et l'aide militaire des États-Unis de la façon suivante :

solidifier le système capitaliste mondial, renforcer la position du capitalisme monopolistique d'État américain, empêcher la transition des pays en voie de développement vers la voie du développement non capitaliste et empêcher la croissance des mouvements de libération nationale et des travailleurs dans le monde ¹.

Cette définition suggère qu'outre le concept d'impérialisme, nous devrions examiner ce que l'idéologie soviétique a à nous enseigner sur le capitalisme monopolistique d'État, la voie non capitaliste et les mouvements de libération

1. K. I. ZIMENKOV et S. I. KRASNOV, « Voennaya pomoshch SShA inostrannym gosudarstvam », *SShA : ekonomika, politika, ideologiya*, n° 6, 1976, p. 30.

nationale dans la mesure où ces notions sont susceptibles d'influencer les conceptions soviétiques sur les transferts d'armes. En outre, on devra évoquer la question épineuse de l'internationalisme prolétarien.

Le fondement de l'impérialisme, comme ne cessent de le répéter les déclarations officielles soviétiques, n'a pas changé depuis l'époque de Lénine. L'impérialisme représente le stade le plus développé ou le plus monopolistique du développement historique du capitalisme. Conformément aux exigences d'un capital monopolistique de plus en plus puissant sinon complètement dominant, l'impérialisme exhibe un besoin inéluctable de sphères nouvelles d'investissements étrangers, de ressources naturelles et d'échanges commerciaux dans les régions en voie de développement. À cette fin, l'impérialisme poursuit inévitablement des politiques d'exploitation et d'agression. Mais bien que l'impérialisme soit incapable de se départir de son comportement guerrier et réactionnaire, il s'enferme quand même progressivement en raison de l'approfondissement de la crise générale du capitalisme et, plus particulièrement, de la puissance croissante des forces mondiales du socialisme et de la paix. Comme l'impérialisme ne peut être réformé, ce n'est que par le renforcement des forces compensatoires extérieures que les schémas impérialistes de domination seront contrecarrés et que le progrès social pourrait être réalisé tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement. Si l'on tient compte de cette représentation officielle du système social adverse, qui, parfois, est décrit de façon très dogmatique mais parfois avec plus de nuance que nous ne venons de le faire, les transferts d'armes soviétiques aux pays en voie de développement semblent être une nécessité absolue.

Il existe cependant d'autres conceptions soviétiques de l'impérialisme. Elles sont exprimées plutôt au cours de discussions à l'intérieur du parti que dans des textes officiels et constituent donc ce qu'on pourrait appeler des opinions idéologiques par rapport aux textes idéologiques officiels. C'est dans les ouvrages de S. L. Tiulpanov qui serait, paraît-il, un ami personnel du général A. A. Yepishev, chef de l'Administration politique centrale des forces armées politiques, que l'on retrouve une position dissidente extrême par rapport à l'interprétation officielle². Tiulpanov a mis de l'avant ce que l'on pourrait appeler une théorie à deux phases du stade impérialiste selon laquelle le capitalisme des monopoles a été remplacé par le capitalisme monopolistique d'État dans le cadre de l'étape impérialiste. Pour Tiulpanov, le capitalisme monopolistique d'État représente une transformation qualitative dans la nature du système social adverse. L'impérialisme a changé. Selon Tiulpanov et d'autres, le rôle politique et économique de l'État capitaliste semble s'être accru considérablement depuis les années cinquante, ce qui confère à l'État une capacité croissante de déterminer ce qui est meilleur pour la stabilité sociale et économique du système capitaliste dans son ensemble même si parfois cela signifie affronter l'opposition des éléments les plus conservateurs de la bourgeoisie monopolistique. Dans sa recherche de

2. S. I. TIULPANOV et V. L. SHEINIS, *Aktualnye problemy politicheskoi ekonomii sovremenno go kapitalizma*, Leningrad, Izd'vo LGU, 1973, pp. 6 et 12.

la stabilité, qui n'est pas sans avoir connu des succès réels, l'État intervient pour influencer le cycle des affaires, mener une politique sociale réformatrice active et, ce faisant, fait preuve d'un certain réalisme dans son adaptation à un environnement mondial en évolution constante.

Ces facteurs, entre autres, semblent indiquer une évolution plus marquée du capitalisme moderne dans la direction du socialisme, offrant ainsi les fondements d'une coopération accrue entre États dotés de systèmes sociaux différents, particulièrement au chapitre des échanges dans le domaine de la technologie avancée. Selon cette thèse, la puissance du capitalisme monopolistique s'affaiblit et il en va de même dès lors des caractéristiques les plus condamnables de l'impérialisme. La source première de ces changements réside plutôt dans la nature du capitalisme contemporain que dans la croissance des forces opposées externes, contrairement à ce que la sagesse conventionnelle voudrait faire croire. L'impérialisme serait donc éliminé par l'intérieur et non principalement par des pressions externes. Il s'ensuit que la meilleure stratégie révolutionnaire est celle qui crée des conditions externes facilitant la transformation intérieure de l'impérialisme. Cela laisserait présumer que la politique soviétique d'antiimpérialisme militant dans les pays en voie de développement pourrait fort bien avoir des effets contraires à ceux que l'on espérait. Dans cette optique, les transferts d'armes aux pays en voie de développement nécessiteraient peut-être beaucoup plus de doigté. En outre, on pourrait penser que des arrangements qui aboutiraient à limiter les transferts d'armes exerceraient une influence modératrice sur la puissance des éléments les plus réactionnaires du capital monopolistique et permettraient peut-être l'avènement d'une situation où la transformation sociale des pays en voie de développement pourrait s'effectuer sans ambages.

Depuis l'aggravation des difficultés en Occident après 1973, cette dernière conception du capitalisme monopolistique d'État a connu une certaine éclipse. Il semble que l'on en soit revenu à la conception de ceux qui, à différents degrés, minimisent l'importance de l'évolution du capitalisme monopolistique d'État et la capacité « autostabilisante » du système social adverse. Bien que les conceptions dogmatiques du capitalisme contemporain ne l'ont pas encore emporté, leurs influences se sont accrues depuis 1973. Au cours des années soixante, I. I. Kuzminov, de l'Académie des sciences sociales du parti, est le représentant le plus notoire de la conception orthodoxe extrême sur la nature du système capitaliste. C'était déjà le cas dans les années quarante. La continuité remarquable de pensée de Kuzminov et de ses collègues laisse présager qu'un dogmatisme similaire dans les discussions idéologiques à l'intérieur du parti pourrait fort bien persister de nos jours même si elles se présentent sous une forme comparativement plus discrète et plus camouflée³.

3. Voir, par exemple, V. F. KHEPIKOV, I. I. KUZMINOV et I. T. NAZARENKO (éd.), *O gosudarstvenno-monopolisticheskom kapitalizme* (Moscow : Izd'vo VPSH i AON pri TsK KPSS, 1963) ; I. I. KUZMINOV, *O gosudarstvenno-monopolisticheskom kapitalizme*, Moscow, Gospolitizdat, 1949 ; et, de façon moins évidente, E. BREGEL, « O leninskogo issledovaniya imperIALIZMA », *Voprosy ekonomiki*, n° 7, 1971, pp. 104-114.

Selon Kuzminov, au cours des années soixante, le capitalisme monopolistique d'État était une extension du capitalisme monopolistique qui, à son tour, devait être conçu comme la subordination de l'État aux monopoles. Comme l'État était contrôlé de plus en plus efficacement par le capitalisme de monopole, les possibilités de transformations sociales majeures dans les pays capitalistes développés semblaient être limitées tant qu'une révolution sociale ne se produirait pas. Dans le cadre de cette évaluation, Kuzminov et ses collègues déclaraient de façon implicite que la voie parlementaire ou pacifique vers le socialisme dans les pays capitalistes développés était illusoire. Il en allait de même des tactiques des communistes européens occidentaux qui s'efforçaient de mobiliser un soutien électoral massif. Ce diagnostic s'appliquait également à ceux qui, au sein du PCUS, prônaient des accords avec l'impérialisme en soutenant que la coopération Est-Ouest accélérerait le développement social progressif en Occident. En revanche, on alléguait que l'histoire démontrait clairement (c'est d'ailleurs bien le cas) que la révolution socialiste n'avait pas réussi dans des pays industrialisés dotés d'un système capitaliste monopolistique d'État développé mais plutôt « dans des pas où le capitalisme monopolistique d'État était moins développé ou complètement absent ⁴ ».

On peut déduire de ce qui précède que pour les orthodoxes, les transferts d'armes soviétiques, et particulièrement l'aide militaire aux mouvements de libération nationale, activement engagés dans une lutte armée, sont particulièrement souhaitables. Le capitalisme monopolistique d'État impose de nouveaux obstacles à la classe ouvrière dans les pays développés et il n'y a pas grand-chose à espérer tant qu'une révolution de type bolchevique ne se sera pas produite. Ce que Moscou fait dans le Tiers-Monde a peu d'impact sur les politiques des pays impérialistes qui sont déjà subordonnés aux couches les plus réactionnaires de la classe capitaliste. Selon cette conception des choses, il n'y a pas de raison que l'URSS restreigne ses interventions ; au contraire, elle aurait tout à gagner d'un soutien actif à l'endroit des mouvements de libération nationale. Parallèlement, le scepticisme des dogmatiques à l'égard de tout mouvement qui ne soit pas de nature purement « socialiste » (pour ne pas dire son rejet complet de tels mouvements) laisse présager une certaine réticence à fournir des armes aux régimes neutralistes ou non alignés.

D'une façon générale, l'idéologie officielle – par rapport aux opinions officielles sur la nature et l'évolution de l'impérialisme et du capitalisme monopolistique d'État – a eu tendance à renforcer des points de vue relativement conservateurs comparativement aux conceptions avancées par Tiulpanov et même celles de ses collègues moins audacieux. Bien que les interprétations dogmatiques du système social opposé ne sont pas avalisées par l'idéologie officielle des dernières années, dans l'ensemble, elles paraissent jouir d'une plus grande légitimité. En ce qui concerne donc les notions d'impérialisme et du capitalisme contemporain, le cadre actuel de discussions et ses limites permises semblent favoriser

4. I. T. NAZARENKO, « Reaktsionnaya rol gosudarstvenno-monopolisticheskogo kapitalizma », dans KHEPIKOV, *op. cit.*, pp. 58–59.

les défenseurs des transferts d'armes dans les régions en voie de développement, imposant ainsi des obstacles majeurs à tout effort international de limitation des transferts d'armes. On peut attribuer une influence similaire aux concepts de la voie non capitaliste, des mouvements de libération nationale et de l'internationalisme prolétarien.

En ce qui concerne la voie non capitaliste, tant les discours officiels que les analyses officieuses s'entendent pour affirmer que la voie du développement social dans le Tiers-Monde est aux antipodes du capitalisme. On constate officiellement qu'un bon nombre de nouveaux États élargissent le secteur public de leurs économies, limitent le champ d'activité de l'entreprise privée et adoptent une attitude de plus en plus indépendante et antiimpérialiste dans leurs relations économiques et politiques internationales. On affirme en outre qu'ils évoluent, étape par étape, vers l'adoption de mesures non capitalistes, voire de plus en plus socialistes, sautant par dessus l'étape capitaliste du développement économique. Tout cela se déroule, dit-on, en dépit d'une résistance intense de la part de l'impérialisme. Dans cette optique, l'appui soviétique est jugé essentiel pour renforcer l'indépendance des nouveaux États, pour obliger les impérialistes à se retirer et, finalement, pour réduire le risque de conflit armé dans les régions en voie de développement. Mais alors que les conceptions officielles de l'impérialisme et du capitalisme monopolistique d'État semblent étayer les arguments qui favorisent l'aide militaire aux mouvements de libération nationale, le concept de la voie non capitaliste a une importance capitale pour justifier les transferts d'armes aux pays non alignés, et pas seulement aux régimes prosoviétiques ou « démocratiques nationaux ».

Une fois de plus cependant, on constate des opinions divergentes dès que l'on se penche sur les conceptions officieuses de la voie non capitaliste. Par exemple, on a soutenu que l'investissement capitaliste étranger pouvait, dans certains cas, jouer un rôle positif sur le développement économique des nouveaux États⁵. On a également suggéré que le capitalisme dans ces pays pourrait se développer et contribuer à la formation d'une base économique pour la transition vers le socialisme, contrairement au principe du dépérissement de l'État capitaliste et de son remplacement brutal par le socialisme révolutionnaire. En outre, on a soutenu que les échanges commerciaux du Tiers-Monde avec les pays capitalistes pouvaient temporairement servir aux nouveaux États à titre d'avantage tactique dans l'avancement à long terme de leur indépendance. Ce type de dissidence par rapport à l'orthodoxie laisse présumer qu'un engagement soviétique généralisé en vue de soustraire le Tiers-Monde à l'influence du capitalisme et de l'impérialisme pourrait fort bien ne pas correspondre à l'intérêt ni des nouveaux États eux-mêmes ni de l'URSS qui devrait alors faire face à des demandes considérables de soutien et d'aide pour renforcer les économies débiles des pays en voie de développement. Si toute l'influence impérialiste dans le Tiers-Monde ne doit pas être éliminée à court terme, il s'ensuit qu'un volume élevé de transferts

5. Cette observation ainsi que celles qui suivent sont tirées d'une étude que prépare notre collègue, Stephen Clarkson, sur les perceptions soviétiques de l'évolution dans les nouveaux États.

d'armes soviétiques aux mouvements de libération nationale et aux régimes du Tiers-Monde, n'est pas essentiel. Des ventes massives d'armes soviétiques ne seraient pas plus justifiées en raison des effets inhibants des dépenses pour la défense sur le développement des secteurs publics dans les économies en voie de développement. Alors que les dogmatiques soviétiques mettent l'accent sur le contexte révolutionnaire de la révolution socialiste et soutiennent que le socialisme peut être rattaché plus tard comme ce fut le cas en URSS, d'autres observateurs de la situation dans le Tiers-Monde semblent mettre l'accent sur le facteur « socialisme » et considèrent que le processus de transition est de longue durée, les armes et l'insurrection ne tendant pas à résoudre les questions fondamentales. Il pourrait donc se trouver au sein même du PCUS une tendance en faveur de la limitation des transferts d'armes comme tactique pour contrer l'influence de l'impérialisme ; cette tendance alléguerait le ralentissement suscité par les dépenses militaires dans l'élaboration progressive des conditions préalables au socialisme.

Ce type d'attitude peut contribuer à expliquer la faible part que prend « la lutte armée » dans les déclarations officielles soviétiques sur la question des mouvements de libération nationale. Certes, on reconnaît à ces mouvements la qualité de facteur premier dans le changement des forces du monde aux dépens de l'impérialisme. L'engagement irréductible de l'Union soviétique à fournir une aide matérielle, politique et morale aux luttes de libération nationale se trouve sans cesse réaffirmé. Et au cours des dernières années, on a fréquemment cité les cas du Viêt-nam et de l'Angola. Les « succès » tendent à démontrer que les luttes de libération nationale donnent de meilleurs résultats en période de tension réduite entre le socialisme et le capitalisme. Mais quand on lit *The World Marxist Review*, *New Times* et d'autres publications soviétiques en relations internationales en 1976, on constate une absence presque complète d'intérêt pour la lutte armée dans les recommandations prodiguées aux mouvements communistes et ouvriers étrangers. En dehors des occasions purement cérémoniales et des attaques à l'endroit des Chinois où l'engagement soviétique envers la lutte armée est réitéré sans beaucoup de conviction, les Soviétiques ignorent virtuellement les conflits armés. Bien entendu, cette attitude a quelque chose à voir avec l'image qu'ils veulent présenter aux États capitalistes et avec la stratégie de politique étrangère dans les conditions actuelles. Il reste fort peu de colonies de nos jours et Moscou hésite probablement à mettre en péril ses relations avec les nouveaux États en s'attaquant aux nouveaux régimes plus conservateurs par le truchement d'un soutien sans équivoque des luttes armées de libération nationale. Quelles que soient les raisons, il n'en demeure pas moins que l'attitude soviétique face au thème de libération nationale s'est caractérisée par une grande discrétion. On en déduit donc que le concept de libération nationale en tant que tel pourrait ne pas justifier les transferts d'armes autant qu'on l'aurait cru de prime abord. C'est plutôt conjointement avec la notion d'internationalisme prolétarien que l'idée de libération nationale peut constituer une justification éventuelle des transferts d'armes et aller à l'encontre de limitations formelles ou tacites entre les fournisseurs.

Les principaux partis communistes ouest-européens ont récemment contesté les thèses du PCUS sur la question de l'internationalisme prolétarien. Bien que le parti soviétique n'ait pas voulu amorcer une confrontation directe sur cette question, il ne s'est pas caché l'importance qu'il lui attribuait. L. I. Brejnev, par exemple, a déclaré au nom du Comité central du PCUS que « nous, communistes soviétiques, considérons que la défense de l'internationalisme prolétarien est une tâche sacrée pour tout marxiste-léniniste ⁶ ». L'internationalisme prolétarien signifierait la solidarité de la classe ouvrière et des communistes de tous les pays dans la lutte pour des objectifs communs et appellerait une aide matérielle et morale comme celle qui a été fournie au cours des dernières années aux belligérants dans le Sud-Est asiatique et en Afrique. Le principe de l'internationalisme prolétarien sert donc à justifier les transferts d'armes aux mouvements de libération nationale et à des gouvernements « nationaux démocratiques » et autres qui, dans le Tiers-Monde sont favorablement disposés envers l'Union soviétique. Plus important encore, pour le PCUS, l'internationalisme prolétarien sert également à justifier la mainmise de l'Union soviétique sur la direction et la coordination d'un mouvement international vaste et unifié des ouvriers qui défendent la cause de la libération nationale et du progrès social. Par dessous tout, l'internationalisme prolétarien permet à l'Union soviétique de confirmer sa prééminence dans les relations avec les États de l'Europe de l'Est.

Tout affaiblissement de l'engagement soviétique envers ce principe pourrait avoir des conséquences considérables pour la sécurité et pour les objectifs politiques de l'URSS. Tout compromis sur la question de l'internationalisme prolétarien serait considéré par le PCUS comme l'abdication de son rôle prééminent et impliquerait la perte de l'unité qui est essentielle à la lutte internationale des travailleurs. Il affaiblirait le fondement de la domination soviétique en Europe de l'Est. Les mêmes principes pourraient fort bien sous-tendre toute réaction de l'URSS à la participation éventuelle à des limitations formelles ou tacites dans la fourniture d'armes. On pourrait alléguer qu'une telle participation violerait le principe de l'internationalisme prolétarien, minerait les luttes de libération nationale ainsi que les efforts des nouveaux États pour garantir leur indépendance et affaiblirait l'unité entre le PCUS et les forces socialistes dans le Tiers-Monde. Bien que les commentaires officieux sur l'internationalisme prolétarien semblent indiquer une certaine mesure de flexibilité et l'acceptation de relations moins structurées entre marxistes-léninistes, les énoncés officiels du concept semblent tendre vers la perpétuation des transferts d'armes.

Si nous voulions résumer ce que nous venons de voir sur le rôle des considérations idéologiques dans l'approche soviétique des transferts d'armes, nous dirions que les ventes d'armes et l'aide militaire sont conçues comme des opérations légitimes et même normales si l'on se situe par rapport aux déclarations officielles. Les circonstances pratiques régissent vraisemblablement les types et caractéristiques des fournitures d'armes mais rien ne semble mettre en doute

6. L. I. BREJNEV, « Report of the Central Committee to the Twenty-fifth CPSU Congress, 14 February 1976 », *New Times*, n° 9, 1976, p. 40.

la justification des transferts d'armes en tant que tels. Le poids de la doctrine semble porter ainsi du côté des institutions et individus qui favoriseraient les ventes d'armes et l'aide militaire et qui s'opposeraient à toute réglementation internationale du commerce des armes. En outre, dans la mesure où la doctrine de l'impérialisme monopolistique d'État, de la voie non capitaliste, de la libération nationale et de l'internationalisme prolétarien renforcent la légitimité interne de la distribution actuelle des forces et du comportement politique au sein de l'Union soviétique, tout défenseur de la limitation des transferts d'armes devrait affronter ce que l'on pourrait appeler une opposition structurelle à ses propositions. Bref, dès que l'on considère des aspects importants de l'idéologie officielle, les transferts d'armements bénéficient d'un soutien généreux alors que le statut des propositions en faveur du contrôle du trafic d'armes demeure fort douteux.

En revanche, les variations autorisées d'opinions idéologiques sont considérablement plus vastes que ce que la lecture des textes officiels ne permet de penser. En fait, il se peut fort bien que les opinions exprimées de façon informelle dans les discussions politiques divergent assez considérablement de celles qu'émettent les documents officiels. Nous soupçonnons que c'est le cas et que les évaluations officieuses en cours de l'impérialisme, du capitalisme monopolistique d'État et de la voie non capitaliste pourraient servir de fondement aux discussions sur la limitation des transferts d'armes. Le raisonnement pourrait également s'appliquer à la doctrine de la coexistence pacifique qui, dans certains cas, peut être considérée davantage comme une question de coopération interétatique plutôt que dans le cadre de la lutte des classes internationale que l'on retrouve plus souvent dans les documents officiels. Mais, à toutes fins pratiques, les défenseurs du contrôle des trafics d'armes auraient à faire face aux problèmes d'incompatibilité entre l'idéologie formelle et toute limitation de l'assistance militaire soviétique aux mouvements de libération et aux nouveaux États. Le défenseur du contrôle des ventes d'armes serait vraisemblablement tenté de compenser la vulnérabilité de ses propositions sur le plan de l'idéologie officielle en faisant valoir les exigences stratégiques de la politique étrangère soviétique.

II – LES TRANSFERTS D'ARMES ET L'ORIENTATION POLITIQUE GÉNÉRALE

Ce qui précède permet de constater que les approches soviétiques vers le Tiers-Monde sont diverses au point qu'elles ne peuvent pas vraiment être analysées en termes de simples dichotomies. Les différences d'accents que l'on retrouve dans les exposés soviétiques sur les questions de doctrine portant sur les transferts d'arme se reflètent dans les différences d'accents que l'on retrouve dans le comportement extérieur de l'Union soviétique, plus précisément dans la « ligne générale » du PCUS dans les affaires internationales. La ligne ou l'orientation générale, selon nous, est contradictoire au plan interne ; elle consiste de plusieurs tendances persistantes dont l'influence relative varie selon les variables de situations externes et internes, suscitant ainsi des modifications subtiles dans l'ensemble du

comportement soviétique à l'étranger⁷. Au risque d'être accusé de simplifier la question, nous nous permettons d'identifier trois tendances et de les relier à la question des transferts d'armes et de leur limitation.

Pour commencer, il faut évoquer la tendance sectaire dans le cadre de la politique étrangère soviétique. Dominante aux cours des années staliniennes et moins clairement exprimée depuis 1953, la tendance du sectarisme est marquée par une propensité à diviser le monde entre deux camps opposés, l'URSS dirigeant les forces étroitement organisées du socialisme et de la paix dans un combat militant contre l'impérialisme et ses laquais. Toute action qui tend à résorber les distinctions entre le socialisme et l'impérialisme doit être évitée de même que toute allusion au réformisme dans la pratique du mouvement communiste international. Bien qu'une entente politique avec l'impérialisme et particulièrement avec l'impérialisme américain est bannie en vue de son agressivité irréductible, des négociations sont permises si elles favorisent la propagande destinée à exposer à la population le caractère essentiellement réactionnaire du système adverse. Cette attitude conduit à encourager un climat aigu de tension internationale, la vigilance interne et un degré élevé de préparation militaire, en URSS, ainsi que la confrontation directe entre les communistes et les forces non socialistes dans les pays capitalistes. Le credo des relations avec l'Europe de l'Est est l'unité monolithique et la subordination à la direction soviétique tant dans le domaine interne qu'en politique étrangère. Face aux pays en voie de développement, la tendance au sectarisme s'exprime par une propensité à soutenir les mouvements de libération nationale et les guerres justes et par une opposition correspondante aux régimes neutralistes qui, par définition, se situent en dehors du camp socialiste. Face à la Chine, les similitudes entre la conception sectaire, d'une part, et la conception que les Chinois se font du monde, d'autre part, tendent à privilégier une action selon des principes staliniens pour résoudre le schisme.

Le sectarisme tend donc à unifier les forces du socialisme aux dépens, virtuellement, de toute influence des forces politiques qui occupent des positions intermédiaires entre les deux camps. Dans la mesure où le cadre global n'est pas révolutionnaire, l'influence d'un socialisme hautement unifié serait réduite à celle d'une secte militante fidèle à ses propres principes mais incapable d'influencer la situation à moins de recourir à la force contre des adversaires hautement mobilisés. Sous le couvert d'une propagande révolutionnaire, la tendance sectaire dans le comportement extérieur soviétique aboutit en pratique à une acceptation passive du *statu quo* international. À cet égard (et à beaucoup d'autres), elle favorise les éléments les plus conservateurs dans la société occidentale. Plus important encore, elle favorise un contexte international propre à la restauration des priorités et pratiques staliniennes à l'intérieur même de l'URSS.

Deuxièmement, la conduite de la politique étrangère soviétique après la guerre a manifesté ce que l'on pourrait appeler une tendance activiste. L'histoire

7. On retrouvera un exposé plus élaboré de ce point de vue dans notre « Genoa plus 51 : Changing Soviet Objectives in Europe », Wellesley Paper, n° 4, 1973, Institut canadien des Affaires internationales, Toronto.

de cette orientation puise au cœur de la période entre les deux guerres et s'est concrétisée au cours des années stalinienne après 1949. Mais cette tendance n'a connu son expression la plus concrète qu'après 1953 ; dans l'ensemble, elle a dominé le comportement soviétique depuis cette époque. Alors que le sectarisme aboutit en dernière analyse à un gel du *statu quo* et à la mobilisation de l'anti-communisme dans l'Occident, l'activisme appelle une progression rapide du socialisme sur tous les fronts, sans guerre nucléaire. Le fondement de l'activisme repose sur un relâchement des tensions et sur l'utilisation des forces sociales intermédiaires afin d'accélérer les changements dans la configuration des forces dans le monde. Comme c'est le cas pour le sectarisme, l'activisme implique la mobilisation des forces externes contre l'impérialisme mais cette tendance se complète par des appels aux forces de la modération et de la raison au sein des pays capitalistes. On entame des négociations et on conclut des accords tactiques avec les États-Unis pour réduire la tension internationale, pour affaiblir la position intérieure des éléments réactionnaires et militaristes américains, pour accuser les différences entre les États-Unis et ses alliés et pour apposer un écran devant l'accroissement de la puissance militaire soviétique qui constitue la meilleure forme de garantie pour la paix. L'activisme implique également une régimentation moins poussée des pays de l'Europe de l'Est à qui l'on donne le droit d'amorcer des relations politiques et économiques coordonnées avec les États capitalistes et d'adapter leur politique intérieure à des conditions locales. Une bonne partie de cette tendance va à l'encontre des positions chinoises établies, mais plutôt que de chercher à résoudre la querelle, l'activisme mène à un effort délibéré pour contrecarrer l'influence chinoise dans les régions en voie de développement. Dans ce cas-ci, la politique soviétique consiste à appuyer militairement et économiquement les régimes nationalistes et protosocialistes ainsi que les mouvements de libération nationale de façon à affaiblir les positions impérialistes et à élargir l'influence soviétique tant vis-à-vis de la Chine que de l'Occident. Une préférence se manifeste cependant pour les relations d'État à État avec les pays en voie de développement, étant donné que toute prédilection marquée de l'URSS pour les guerres de libération nationale ne servirait qu'à accuser les tensions Est-Ouest que l'activisme se propose justement de réduire. Tout cela repose sur l'hypothèse que la crise générale du capitalisme continue de s'approfondir, que les États-Unis en particulier sont une force décadente dans les relations internationales et qu'une ère de prédominance globale d'un socialisme de style soviétique est à la veille d'éclorre.

La résultante de l'activisme est donc de favoriser l'offensive politique dans le comportement soviétique. La prise de conscience des dangers de la guerre nucléaire se reflète beaucoup plus clairement que ce n'était le cas avec la tendance sectaire. Mais il semble que la meilleure façon de faire face à de tels risques est d'accroître la puissance soviétique, de réduire les tensions et d'affaiblir l'adversaire par le recours combiné à la lutte antiimpérialiste et à des accords tactiques. La stabilisation limitée des relations avec l'impérialisme en même temps que l'accroissement de la puissance militaire soviétique permettent également de déployer des ressources pour isoler la Chine. L'activisme semble également

conforme à la déstalinisation limitée qui s'est produite dans les affaires intérieures soviétiques depuis 1953. En outre, l'activisme laisse intact le système économique soviétique, relativement inefficace, et augmente les possibilités de développement technologique, sans réforme politique, par le truchement de la coopération Est-Ouest.

Il existe enfin une troisième tendance que l'on pourrait appeler collaboratrice ou réformatrice, qui a quelques colorations d'un réformisme intégral. Les origines de cette tendance remontent à la politique soviétique au temps de la Conférence économique de Gênes de 1922. Fortement combattue au cours des dernières années de la période stalinienne, cette tendance a refait surface au cours des années cinquante et a regagné en influence ce que le sectarisme a perdu. Le fondement de la tendance réformatrice implique la démilitarisation de la lutte entre États dotés de systèmes sociaux différents et le transfert de la concurrence aux plans économique et idéologique afin d'assurer une amélioration plus rapide de la sécurité et du bien-être de l'Union soviétique. La stabilisation des relations bilatérales avec les États-Unis prend une importance centrale dans cette orientation des affaires extérieures qui exprime une propensité à limiter les situations de conflit régionales ou locales de façon à ne pas altérer le processus de collaboration avec le principal opposant. Alors que le sectarisme met l'accent sur les clivages entre les champs et que l'activisme exploite l'antagonisme entre les États-Unis, ses alliés et les nouveaux États, la tendance réformatrice manifeste la volonté de manipuler les différences au sein des élites politiques occidentales et, principalement, de l'élite américaine.

En outre, alors que les tendances précédentes se préoccupent principalement de mobiliser les forces externes contre l'impérialisme, la tendance réformatrice reflète une sensibilisation accrue aux transformations internes dans le système capitaliste, reliées au rôle croissant de l'État. L'objectif premier semble donc de créer un cadre international qui serve à accentuer les aspects positifs dans le développement social et la politique étrangère du capitalisme. On reconnaît et l'on accueille probablement volontiers les avantages tactiques unilatéraux qui reviennent à l'URSS d'une réduction dans la mobilisation militaire et politique de l'Occident, d'une remontée de la puissance des partis communistes en Europe occidentale et d'une réticence croissante des pays occidentaux à s'impliquer dans le Tiers-Monde. Mais la tendance réformatrice semble accorder une importance plus grande à la stabilisation à long terme des relations politiques et militaires avec les puissances occidentales. Ainsi, bien qu'une puissance militaire substantielle et une cohésion du bloc soviétique sont indispensables pour limiter les exigences des éléments plus réactionnaires et plus agressifs des classes capitalistes américaines et autres, quand c'est possible on mettra l'accent sur le renforcement des forces de la modération et de la raison au sein du système social opposé.

Tout cela tend à susciter un intérêt plus prononcé pour les effets d'une plus grande stabilité Est-Ouest sur la vie interne soviétique. Là encore, on met davantage l'accent sur la concurrence économique plutôt que militaire et éga-

lement sur un développement économique soviétique plus rapide et plus équilibré que ce n'était le cas pour la tendance activiste, sans même mentionner le sectarisme. Il en va de même de l'opportunité d'une réduction du fardeau de la défense pour l'économie soviétique, un but qui ne se traduit pas dans le contexte ou le comportement activiste. Mais si les indices clefs de succès dans la lutte entre systèmes opposés sont économiques plutôt que militaires ou relatifs à la politique étrangère, il semblerait logique de concevoir que l'Union soviétique est en position de faiblesse en raison de la supériorité technologique du capitalisme et, à un degré moindre, de la capacité des États capitalistes à stimuler la croissance économique. Donc, la tendance réformatrice est marquée par un intérêt accru pour les emprunts technologiques auprès des adversaires dans le cadre d'une relation stabilisée qui permettra à la fois un degré plus élevé de coopération Est-Ouest et une réallocation des ressources soviétiques au détriment des dépenses militaires dans des secteurs plus profitables de concurrence. Nous avons tendance à dire maintenant⁸ que cette évolution peut se produire sans réforme politique de l'Union soviétique et sans un relâchement de la lutte idéologique internationale. En effet, la coopération Est-Ouest est poursuivie en partie pour n'avoir pas à effectuer de réforme politique interne qui, sinon, pourrait être nécessaire pour moderniser de façon continue l'économie. Mais si cette tendance réformatrice dans la ligne générale du PCUS devait l'emporter, une situation politique nouvelle commencerait à voir le jour au sein de l'URSS donnant une plus grande latitude à des courants plus proprement réformistes ou socio-démocrates tant dans les affaires étrangères que dans le domaine interne.

On peut donc décrire la politique étrangère soviétique comme un mélange mouvant des trois tendances que nous venons d'évoquer. En 1952, le sectarisme l'emportait sur l'activisme et la tendance réformatrice avait été virtuellement éliminée. Dès octobre 1961, l'activisme mis de l'avant lors du XX^e Congrès du parti avait connu une série d'échecs, le sectarisme avait été considérablement affaibli et la tendance réformatrice était à la hausse ainsi que la collaboration soviéto-américaine subséquente l'avait démontré dès 1963. En 1972, un activisme rajeuni se voyait une fois de plus tempéré par une orientation réformatrice croissante, confirmée par les accords *SALT I* et d'autres formes plus ambiguës de collaboration avec les États-Unis. Mais, en 1976, l'orientation réformatrice connaissait elle aussi des échecs. Plus particulièrement, la crise de l'énergie à l'Ouest avait servi à renforcer les hypothèses activistes sur l'évolution à long terme du système adverse alors qu'à l'intérieur même des États-Unis on pouvait constater un climat de résistance à la collaboration avec l'URSS ; enfin, les relations soviéto-américaines étaient au point mort, dans l'attente du résultat des élections présidentielles. Si l'on veut que l'URSS en vienne à endosser des principes de limitation sur les transferts d'armes dans les régions en voie de développement, il faudra évidemment que la tendance réformatrice gagne considérablement de force et que le sectarisme, sinon l'activisme, perde toute l'influence que la tendance réformatrice aurait acquise.

8. Voir *ibid.*, pp. 16-17.

Les trois inflexions dans l'axe général de la conduite soviétique laissent présager différentes réactions possibles à la question des transferts d'armes. La tendance au sectarisme se traduirait par une propension à aider des mouvements de libération nationale engagés dans la lutte armée et par une certaine réticence à vendre des armes à de nouveaux États qui ne sont pas clairement dévoués à l'URSS. Vu sous un autre angle, le sectarisme s'exprimerait par une opposition aux limitations des transferts d'armes et par une préférence pour la propagande antiimpérialiste si des négociations sur cette question s'avéraient inévitables. En ce qui concerne la tendance activiste, il y aurait une certaine préférence pour les transferts d'armes à de nouveaux États et une certaine réticence à aider toute une gamme de mouvements de libération nationale en vue de ses conséquences pour la *détente* et pour les relations soviétiques avec les pays en voie de développement moins progressistes. Des limitations aux transferts d'armes seraient également incompatibles avec l'activisme étant donné l'engagement de cette tendance envers une extension de l'influence et de la puissance soviétique à l'échelle du monde. En outre, compte tenu du fait que les nouveaux États sont généralement opposés au contrôle des fournisseurs sur le commerce des armes, l'activisme serait vraisemblablement incompatible avec des négociations internationales formelles sur la question. L'orientation réformatrice, en revanche, pourrait s'exprimer par une approche plus positive du contrôle des transferts d'armes. L'aide militaire aux mouvements de la libération nationale serait considérée comme une priorité relativement faible sauf dans les cas où les approvisionnements en provenance de l'Occident risqueraient de modifier l'équilibre local. Les ventes d'armes à des nouveaux États seraient également traitées avec prudence, compte tenu des risques qu'elles pourraient avoir d'entraîner l'URSS dans des confrontations et dans un climat de tension accrue, particulièrement avec les États-Unis. Vue sous un autre angle, au cas où des Américains influents ou le gouvernement américain lui-même en venaient à manifester un intérêt pour le contrôle des transferts d'armes, la tendance réformatrice pourrait s'exprimer par une volonté réciproque afin de favoriser la démilitarisation graduelle des affaires internationales et d'élargir la portée de la coopération soviéto-américaine. À cette fin, il serait toujours possible d'alléguer au cours des débats politiques internes que les limitations affecteraient davantage les États-Unis que l'URSS en affaiblissant les obstacles au changement social dans le Tiers-Monde et en compliquant davantage les relations des États-Unis avec ses clients actuels. En même temps, il serait toujours possible de souligner que la négociation, sinon des accords effectifs, pourrait isoler davantage les Chinois pour autant que l'opposition des nouveaux États à toute limitation des transferts était compensée par une aide économique rendue possible par les coupes dans les budgets de défense des États développés.

III – PERCEPTIONS DE LA SITUATION ACTUELLE

Enfin, il faut examiner brièvement ce que la presse soviétique a déclaré sur la situation actuelle dans la mesure où elle a trait à la question des transferts d'armes. Il faut préciser au départ que ni les transferts d'armes ni les limitations de ces transferts ne sont des questions d'importance pour la presse soviétique.

La question des restrictions des transferts d'armes ne faisait même pas partie du « programme de paix » du XXIV^e Congrès du PCUS de 1971 et elle n'a pas été mentionnée non plus dans le programme révisé, annoncé plus tôt cette année lors du XXV^e Congrès. En dehors de quelques commentaires sur les ventes d'armes américaines, les transferts d'armes ne sont pas un sujet de discussion dans les commentaires officiels en Union soviétique.

L'exception a trait aux ventes d'armes américaines dans la région du golfe Persique et au Moyen-Orient ; on évoque aussi l'opposition croissante aux ventes d'armes aux États-Unis. Un commentateur soviétique est allé jusqu'à dire que les ventes d'armes étaient devenues maintenant « l'un des instruments les plus importants de la politique étrangère américaine⁹ ». D'autres auteurs citent des chiffres sur les fournitures d'armes américaines et constatent que les transferts d'armes prennent une importance croissante pour les États-Unis tant en raison de sa réticence croissante à s'immiscer directement dans des opérations militaires étrangères qu'en raison de sa tendance correspondante à faire partager à d'autres une plus grande partie de la responsabilité en matière de défense¹⁰. On constate en outre que les ventes d'armes américaines servent à équilibrer la balance des paiements et que bon nombre d'économistes américains considèrent la production croissante d'armes comme un des instruments utilisés pour surmonter une récession économique¹¹. D'un autre côté, on constate une opposition croissante du Congrès aux ventes d'armes. Le projet de loi de février 1976, introduit pour faciliter le contrôle des ventes d'armes, est cité comme preuve de cette désaffection. Ce projet repose sur le principe que les transferts d'armes sont dangereux, déstabilisants, incompatibles avec la limitation des armements et susceptibles d'impliquer les États-Unis dans des conflits locaux¹². En outre, on attribue au sénateur Kennedy la remarque selon laquelle la menace soviétique est « l'un des principaux arguments » de ceux qui favorisent les ventes aux États du golfe Persique¹³. On tend dès lors à déceler « deux tendances » dans les commentaires de la presse américaine sur les ventes d'armes : une qui les favorise et l'autre qui cherche à définir des formes nouvelles de comportement pour l'Amérique plus adaptées « à l'esprit des temps¹⁴ ».

Quand on ajoute que les dépenses militaires et l'exode de personnel qualifié dans le secteur militaire retardent la croissance du secteur civil des économies

9. G. P. ANATOLEV, « Amerikanskie oruzhie v raione Persidskogo zaliva », *SShA*, Nov. 6, 1976, p. 103. On remarquera en passant que « G. Anatolev » a été le pseudonyme jadis de Anatolyi Gromyko, fils du ministre des Affaires étrangères. Voir également M. G. VLADIMIROV, « Diskussiia o voennykh obyazatel'stvakh SShA », *SShA*, n° 12, 1976, pp. 84-88.

10. ZIMENKOV et KRASNOV, *op. cit.*, p. 30.

11. V. ABOLTIN, tel que rapporté dans « Sotsialno-ekonomicheskie aspekty gonki vooruzhenii i razoruzheniya », *Mirovaya ekonomika i mezhdunarodnye otnosheniia*, n° 2, 1976, p. 83 ; et ANATOLEV, *op. cit.*, p. 105.

12. ZIMENKOV et KRASNOV, *op. cit.*, p. 32 ; et ANATOLEV, *op. cit.*, p. 103.

13. ANATOLEV, *op. cit.*, p. 104.

14. *Ibid.*, p. 105.

en voie de développement et entravent leur « réarmement technologique ¹⁵ », il semblerait que dans la situation actuelle on puisse s'attendre à une réponse soviétique d'inspiration réformatrice, particulièrement si l'Administration démocrate réexaminait la loi sur les transferts d'armes à laquelle le président Ford avait imposé son veto. On pourrait concevoir de la part de l'Union soviétique une certaine forme de soutien à certains contrôles des transferts d'armes proposés dans le cadre du débat politique aux États-Unis, accompagnée de propositions de coupes dans les budgets militaires des pays développés pour offrir une compensation matérielle accrue dans le cadre de la coopération avec les nouveaux États. Un geste de ce type permettrait également d'affaiblir la perception d'une soi-disant menace de l'Union soviétique qui semble non seulement justifier les transferts d'armes américains mais également, comme le répète la presse soviétique, l'opposition générale à des accords avec l'URSS.

D'un autre côté, la presse soviétique offre une perspective différente sur les transferts d'armes. Il faut voir cette orientation dans le contexte d'une défense vigoureuse de l'internationalisme prolétarien et du soutien soviétique pour les mouvements de libération nationale. Dans ce contexte, les commentateurs soulignent que les luttes de libération nationale et le relâchement des tensions internationales ne sont aucunement incompatibles ¹⁶. Selon cette conception, ce sont les luttes de libération nationale et de la classe ouvrière qui ont la priorité :

ce n'est pas la lutte des classes qui empêche l'approfondissement de la détente mais les activités des cercles revanchards militaristes des puissances impérialistes ¹⁷.

Comme l'internationalisme prolétarien « n'a jamais été et ne peut être sujet à négociation ¹⁸ », il ne semble pas qu'il y ait place pour des limitations aux ventes d'armes. En même temps, on constate que les nouveaux États au cours des dernières années ont joué un rôle plus actif dans la politique mondiale, s'affirmant eux-mêmes de façon plus résolue dans le cadre de leurs relations avec les puissances capitalistes dont les positions ont été affaiblies ¹⁹. Cette évaluation permet de supposer un intérêt accru de l'Union soviétique pour les transferts d'armes comme mode de renforcement des mutations dans la configuration mondiale des rapports de force qui, dans l'ensemble, offrent au socialisme une plus grande possibilité d'influencer le cours des événements à l'échelle internationale. En outre, la presse soviétique manifeste une certaine préoccupation à l'endroit de la terminologie nouvelle – riche, pauvre, nord, sud, développé, sous-développé –, étant donné qu'elle tend à imbriquer ensemble le bloc soviétique et les États capitalistes en un seul groupement, alors qu'ils devraient être consi-

15. « Sotsialno-ekonomicheskie aspekty... », *op. cit.*, pp. 98–99.

16. Voir, par exemple, S. MOKSHIN, dans *Sotsialisticheskaya industriya*, 17 juillet 1976 ; et E. TARABIN, « The National Liberation Movement Today », *International Affairs*, n° 5, 1976, p. 21.

17. MOKSHIN, *loc. cit.*

18. *Ibid.*

19. BREJNEV, *op. cit.*, p. 33 ; et TARABIN, *op. cit.*, p. 22.

dérés séparément²⁰. Un parrainage conjoint soviéto-américain de limitations aux transferts des armes renforcerait vraisemblablement des conceptions fausses de ce type et risquerait alors d'être rejeté par les artisans de la propagande, soucieux de présenter une image distincte et séparée de l'URSS au monde en développement. Enfin, il y a la question de la compétition avec la Chine. Les commentaires soviétiques abondent sur l'expansionnisme chinois et sur les efforts de la Chine pour séparer l'Union soviétique des mouvements de libération nationale²¹. À supposer que la Chine se refuse à toute limitation des transferts d'armes, il semble qu'il y ait de bonnes raisons de rester partie au commerce des armes tant contre la Chine que contre les puissances impérialistes. Cela permettrait à la fois de limiter la marge de manœuvre chinoise et de riposter aux accusations chinoises selon lesquelles le PCUS a trahi la cause de la libération nationale.

IV – CONCLUSION

Pour résumer ces longues spéculations sur un sujet à propos duquel les Soviétiques ont bien peu de choses à dire, la justification au sein du PCUS des transferts d'armes aux pays en voie de développement semble très forte. Cette justification apparaît surtout au niveau idéologique où les énoncés officiels penchent fortement en faveur du soutien par les armes des mouvements de libération nationale et des États nouveaux les plus progressistes. Bien que les opinions officieuses à l'intérieur du parti sur les questions idéologiques puissent soulever certaines objections aux transferts d'armes, la route sera longue avant que les moindres opinions dissidentes puissent faire prévaloir dans la politique officielle des arguments en faveur d'un contrôle des transferts d'armes. De même, en ce qui concerne la ligne générale du PCUS, la tendance activiste dans la conduite soviétique donnera vraisemblablement raison aux défenseurs de la continuation des transferts d'armes. Ce n'est que quand la tendance réformatrice aura pris le dessus dans le cadre des débats à l'intérieur du parti et dans la conduite extérieure de l'Union soviétique, que les débats de politique étrangère soviétique se tourneront contre les défenseurs des transferts d'armes. Étant donné la vulnérabilité permanente des arguments réformateurs à la critique orthodoxe, sans compter la passivité des réactions à l'étranger, il semble peu probable que nous puissions assister à une transformation précoce du comportement de la politique étrangère soviétique en faveur d'un contrôle du trafic des armements. Enfin, en ce qui concerne la situation actuelle, la nécessité de défendre l'internationalisme prolétarien contre les critiques simultanées de la gauche et de la droite, combinée aux possibilités renouvelées qui sont offertes à l'activisme contre des adversaires qui semblent s'affaiblir et qui sont eux-mêmes solidement engagés dans le commerce des armes, ne fait que renforcer la position des défenseurs des ventes et de l'aide militaire soviétiques.

20. Voir, par exemple, R. ULYANOVSKY, « The Developing Countries : Economic Front », *New Times*, n° 34, 1976, p. 22 ; et V. KUDRYAVTSEV, dans *Izvestiya*, 27 juillet 1976.

21. A. GALIN, « Peking and the Non-Aligned Movement », *New Times*, n° 31, 1976, pp. 18-19 ; et KUDRYAVTSEV, *loc. cit.*

En ce qui concerne les milieux favorables au contrôle au sein du PCUS, le seul élément positif dans le tableau tient à la reprise du débat sur les transferts d'armes aux États-Unis. Si l'Administration démocrate réexamine sa politique en matière de transferts d'armes, l'URSS pourrait trouver un nouvel intérêt pour la question. Pour l'instant, il appartient aux États-Unis de placer le contrôle du trafic d'armes à l'ordre du jour de Moscou et ensuite d'aider les défenseurs soviétiques de la limitation à surmonter la résistance de leurs collègues. Tout cela implique donc un rétablissement des économies occidentales, une résorption des différences au sein de l'alliance occidentale, dont se pétrit l'activisme, et la recherche soutenue d'une coopération soviéto-américaine plus substantielle. Si les États-Unis et l'Union soviétique peuvent un jour œuvrer ensemble sur la question des ventes d'armes avec un semblant de soutien de la part des pays en voie de développement, le problème posé par les autres fournisseurs d'armes pourrait être ramené à des proportions acceptables.